

Indicateurs au vert pour les filières bovines, laitières et avicoles

L'instauration des droits de douane américains désorganise les échanges agricoles mondiaux par une réduction des débouchés, des ripostes commerciales, des marchés saturés et des prix volatils. En grandes cultures, la bonne production régionale se heurte à un marché mondial et des cours déprimés par les taxes douanières, les stocks abondants et une concurrence incisive. En cultures spécialisées, les aléas climatiques perturbent quant à eux la saisonnalité traditionnelle des légumes, ce qui déséquilibre les marchés et altère les cours. Côté fruits, les dynamiques sont contrastées entre un marché de la pomme en difficulté et celui de la poire plus résistant. En viticulture, le millésime 2025, favorisé par des conditions météorologiques idéales, est prometteur qualitativement, mais confronté à un marché sous pression. Par ailleurs, l'allègement des charges d'exploitation marque le pas, freiné par le rebond des prix des engrais et amendements. Concernant les productions animales, les cotations bovines s'envolent dans un contexte de pénurie d'animaux, tant en France qu'en Europe. L'embellie se poursuit dans le secteur laitier conventionnel avec une collecte en hausse et des prix qui se rapprochent de ceux du bio, fragilisé par des cessations d'activité accrues. Les cours du porc français reculent dans un marché européen instable dégradant les marges des éleveurs. La filière avicole conforte son élan portée par une demande forte.

Economie internationale : une croissance mondiale résiliente, mais une divergence plus marquée entre les économies émergentes et matures

La croissance du PIB mondial (3,2 %) résiste aux tensions commerciales et géopolitiques liées aux mesures protectionnistes américaines. Les États-Unis (2 %) subissent une inflation persistante et un marché du travail dégradé quand le Japon (1,3 %) tire profit de ses exportations. En Europe, le Royaume-Uni (1,4 %) et l'Italie (0,5 %) se maintiennent. La France (0,8 %) pâtit de l'instabilité politique et d'une demande atone. L'Allemagne (0,3 %), pays

exportateur, souffre du ralentissement mondial et d'une pénurie de main-d'œuvre. L'Espagne (2,9 %), moteur de la zone euro, est tirée par les dépenses privées, les investissements et son secteur touristique. Les pays émergents, particulièrement l'Inde (6,7 %) et l'Indonésie (5 %), portent la croissance mondiale grâce à une consommation et des investissements solides, et à un dollar affaibli allégeant leur dette. Le Brésil (2,4 %) décélère sous une politique

monétaire restrictive, un investissement limité, une inflation forte et la stagnation de son principal partenaire commercial qu'est la Chine (5 %), toujours embourbée dans sa crise immobilière. Malgré une légère croissance du PIB (0,7 %), l'économie russe s'affaiblit sous l'effet de la baisse des revenus pétroliers, de l'inflation, des taux d'intérêt élevés et de la désindustrialisation civile liée au manque de main-d'œuvre provoqué notamment par la guerre en Ukraine.

Météorologie : un soleil dominant au détriment de la pluie

Dans la continuité de l'automne 2024, l'hiver 2024-2025 est peu ensoleillé et très arrosé avec un mois de janvier fort agité. Ces cumuls de pluies permettent un rechargement satisfaisant des nappes phréatiques et soutiennent les débits des cours d'eau occasionnant des débordements en Loire-Atlantique. Les températures sont proches des valeurs de saison. La tendance s'inverse au printemps. Absent durant l'hiver, le

soleil fait son apparition et s'installe durant toute la saison. La douceur de mars et avril laisse place à la chaleur en mai. Les précipitations se font rares ; les sols s'assèchent et la vidange des nappes s'amorce. Si leur situation demeure encore favorable, les débits des cours d'eau se dégradent, particulièrement en Maine-et-Loire et en Sarthe, engendrant les premières restrictions d'utilisation de l'eau dès début mai. La chaleur et

la sécheresse s'accroissent durant l'été marqué par deux vagues successives de canicule en juin. L'insolation reste excellente. Malgré les pluies en juillet, les sols superficiels ligériens sont plus secs que la normale affectant les cultures de printemps et les prairies. Dans une arrière-saison douce et ensoleillée, la pluviométrie insuffisante maintient plus ou moins le niveau des eaux souterraines sans recharge nettement amorcée.

Grandes cultures : les conflits et les tensions commerciales initiées par les droits de douanes américains déstabilisent les marchés mondiaux

La production régionale 2025 en céréales et oléoprotéagineux revient au niveau de la moyenne quinquennale après une année 2024 désastreuse. Si les conditions climatiques sont favorables

aux cultures d'hiver dont les surfaces reviennent à leur niveau quinquennal, la sécheresse estivale et les vagues de chaleur impactent les rendements des cultures de printemps. Comparé au

rendement régional moyen 2020-2024, celui de 2025 est supérieur de 3 quintaux en blé tendre, de 5 quintaux en orge d'hiver et de 3 quintaux en colza, mais en-deçà de 13 quintaux en maïs grain.

La qualité régionale du blé tendre est correcte malgré un taux de protéines un peu faible (11 % en région contre 11,3 % en France).

Le 1^{er} semestre est difficile pour le marché des graines de céréales avec des prix érodés par les moindres débouchés vers les pays tiers, les taxes douanières américaines et l'envolée de l'euro qui pénalise la compétitivité française. Au 2^e semestre, le regain de la demande internationale et la bonne tenue des cotations américaines raffermissent les cours. Mais les disponibilités mondiales importantes, l'euro fort et la concurrence des origines mer Noire et hémisphère Sud limitent leur progression. Les cours des graines d'oléagineux sont élevés jusqu'en mai dans un contexte d'offre restreinte. Par la suite, les cours du colza français chutent et oscillent entre 450 et 500 €/tonne, tirillés entre une demande soutenue (biocarburants, trituration), les cours bas des huiles végétales et la pression des exportations canadiennes vers le marché européen due à la nouvelle récolte généreuse et aux taxes chinoises dissuasives.

Tableau 1 : rendements régionaux décevants sauf en maïs
Surfaces, rendements et productions des grandes cultures en Pays de la Loire - récolte 2025

Cultures	Surface 2025 (ha)	Évolution 2025 / 2020-2024	Rendement 2025 (q/ha)	Évolution 2025 / 2020-2024	Production 2025 (1 000 q)	Évolution 2025 / 2020-2024
Céréales : 634 968 ha dont						
Blé tendre	342 388	-1 %	68	0 %	23 282	0 %
Orge d'hiver	68 576	2 %	66	4 %	4 526	6 %
Orge de printemps	21 502	78 %	49	1 %	1 054	80 %
Triticale	26 641	-21 %	58	4 %	1 545	-17 %
Blé dur	21 957	-1 %	70	12 %	1 537	11 %
Avoine	6 018	29 %	53	1 %	319	30 %
Maïs grain *	119 728	-15 %	75	-13 %	8 980	-27 %
Oléoprotéagineux : 165 176 ha dont						
Colza	75 741	-9 %	33	6 %	2 499	-3 %
Tournesol	48 975	-7 %	25	0 %	1 224	-7 %
Pois protéagineux	4 009	-20 %	34	-6 %	136	-25 %
Maïs fourrage	212 336	-8 %	110	-10 %	23 357	-17 %

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle provisoire - et FranceAgriMer Pays de la Loire
N.B. : les surfaces sont celles de la PAC 2025, quasi-définitives
* Maïs grain : dont 16 120 ha de maïs grain humide ; la surface globale grain + fourrage diminue de 11 %

Tableau 2 : prix moyens du blé tendre, du maïs et du colza

Cultures	Prix moyen 2025 (€/tonne)	Prix moyen 2024 (€/tonne)	Évolution 2025 / 2024	Prix moyen 2020-2024 (€/tonne)	Évolution 2025 / 2020-2024
Blé tendre rendu Rouen	213,9	217,0	-1 %	239,7	-11 %
Maïs rendu Bordeaux	198,6	196,9	1 %	221,8	-10 %
Colza rendu Rouen	495,5	444,6	11 %	507,4	-2 %

Source : Agreste - bulletin mensuel de conjoncture

Pommes et poires : une très bonne récolte 2025 ; un début de saison progressivement poussif

L'activité de la fin de campagne 2024-2025 en **pommes** est modérée sur le marché du frais et à l'industrie avec des stocks élevés et des cotations stables, mais inférieures en glissement annuel. À contrario, celle de la **poire** est dynamique. L'offre française insuffisante est complétée par des poires de pays voisins pour répondre à la demande. Les cours demeurent fermes et proches des niveaux rémunérateurs de la saison précédente.

En Pays de la Loire, les surfaces en production de pommiers (- 3 %) et poiriers (- 2 %) déclinent. Grâce

à des conditions climatiques favorables à une belle floraison, peu de chutes physiologiques et un bon développement des fruits, les volumes régionaux en **poires** sont abondants (+ 19 %). Malgré une pression plus marquée de pucerons cendrés en Vendée à l'origine de petits calibres, la production en **pommes** est satisfaisante en quantité (+ 6 %) et de belle qualité par sa richesse en sucre. Sur le plan national, les périodes de canicule ainsi que la forte pression des maladies et des ravageurs impactent les rendements dans la majorité des régions. La récolte

2025 suit donc l'évolution des surfaces. Si celle en poires est similaire sur un an, celle en pommes suit le recul de la sole (- 2 %).

La vitalité au début de la campagne 2025-2026 s'estompe rapidement en **pommes**, plus tardivement en **poires**. L'activité est régulière, mais limitée par la douceur automnale et la concurrence inter-bassins et européenne, et ce quelle que soit la destination. Si les cours de la **pomme** ne cessent de se dégrader sous les valeurs de 2024, ceux de la **poire**, restent soutenus et supérieurs en glissement annuel.

Légumes : l'adéquation entre l'offre et la demande de légumes de saison perturbée par les conditions climatiques

La fin de saison du **poireau** d'hiver 2024-2025 se distingue par une demande en phase avec l'offre restreinte et des cours fermes. En début de campagne 2025-2026, les prix s'effritent sous les niveaux de 2024 face à une consommation insuffisante et des disponibilités accrues par la concurrence européenne. En **mâche**, les campagnes sont chahutées par une consommation en berne et une vive concurrence inter-bassins ; les cours régulièrement dégradés, avant un rebond en fin de campagne 2024-2025 et fin d'année 2025, restent supérieurs en moyenne sur un an. Dans un marché peu dynamique, les prix du **concombre** et du **radis** plongent sous les niveaux de 2024 au printemps et en août. Après une crise conjoncturelle en septembre, les cours

du **concombre** remontent jusqu'aux valeurs de 2024 avec une moyenne annuelle moins élevée sur un an. Malgré des opérations de destruction, ceux du **radis** décrochent jusqu'en octobre. La reprise de la demande dans un marché moins congestionné améliore les cotations, toutefois inférieures à 2024 en niveau et en moyenne annuelle. En **salade**, le marché est déséquilibré par des volumes croissants et des prix érodés jusque juin. Après un redressement en été, au-delà des valeurs de 2024, lié à une offre limitée, les cours fléchissent sous le poids d'une demande faible et de la concurrence précoce du bassin méditerranéen. Après une crise conjoncturelle en juillet dans un marché saturé, les ventes en **melon** bondissent

sous la chaleur d'août, avec des prix revenus au-dessus des valeurs de 2024, avant d'être ralenties en septembre par la météo maussade. Malgré leur recul et une 2^e crise conjoncturelle, les cours demeurent au-dessus des niveaux de 2024 et de sa moyenne annuelle. La forte dynamique en **tomate** (pics de prix dépassant ceux de 2024 en juin et août) est freinée par les baisses de températures à l'origine d'une chute des cours et deux crises conjoncturelles (mai et juillet). Après un repli des cotations fin août (demande atone), le marché se rééquilibre en fin d'année à la suite d'une production en déclin avec des prix moyens annuels proches de ceux de 2024.

Viticulture : un millésime 2025 qui marque par sa précocité et sa qualité

La douceur printanière, la chaleur estivale, l'ensoleillement et le léger déficit hydrique favorisent l'état sanitaire du vignoble ligérien, mais accélèrent son cycle végétatif. Les vendanges sont précoces et le taux de sucre optimal, critère d'un millésime de

qualité. Si la récolte régionale dépasse le faible niveau de 2024 de 13,6 %, elle reste sous la moyenne quinquennale (-3,2 %). Conséquence des aléas climatiques et des arrachages, la production nationale se maintient sur un an face à une production européenne et mondiale

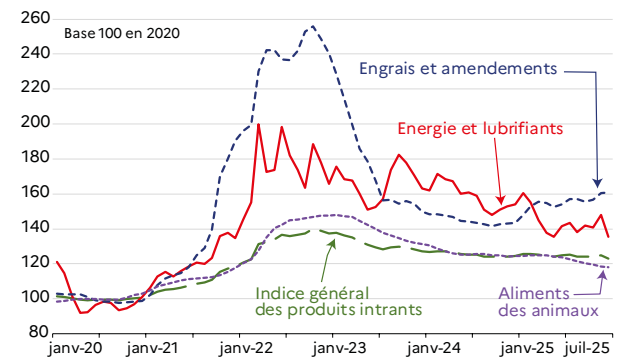
légèrement redressée.

La baisse de la consommation et la hausse des droits de douanes américains, premier marché des vins français, limitent les ventes et les prix des premiers volumes de la campagne 2025-2026.

Intrants : un allègement modéré du coût des intrants

La détente de l'indice du prix d'achat des moyens de production amorcée en 2023 s'atténue (-0,6 % sur un an). Les prix de l'alimentation animale (-3 %) suivent la baisse plus réduite des cours des céréales. Ceux de l'énergie reculent en moyenne (-9,6 %) malgré une volatilité liée aux tensions géopolitiques. La demande modérée et la production croissante, qu'elle soit électrique, gazière (Gaz Naturel Liquéfié provenant du Qatar et des Etats-Unis) ou pétrolière (politique de surproduction de l'OPEP et face à la concurrence marquée du continent américain) limitent la remontée des cours. À l'inverse, les prix des engrais et amendements s'envolent (+7,4 %), portés par des stocks au plus bas, des difficultés d'approvisionnement et une hausse des coûts de transport liée aux conflits. Cette flambée est renforcée par les surtaxes visant les engrais russes et biélorusses pour réduire la dépendance européenne, ainsi que par une demande mondiale et intérieure soutenue avant la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF).

Graphique 1 : la hausse des prix des engrais et amendements pèse sur les coûts de production (-0,6 % sur un an)



Source : Insee - Agreste

Viande bovine et ovine : la raréfaction de l'offre bovine favorise un envol des cours mais freine la consommation

Actives en 2024 et 2025, les épizooties (*Fièvre Catarrhale Ovine et Maladie Hémostatique Épizootique*) sont à l'origine de moindres naissances, de mortalités et contribuent à amplifier la décapitalisation bovine en cours. Les abattages régionaux de bovins en 2025 (-10,2 %/2024) traduisent ce contexte. Face à une offre bovine nationale et européenne limitée et à une demande qui s'effrite légèrement, les cours s'envolent pour de nombreuses catégories et terminent l'année à des niveaux souvent inédits.

Les **vaches** sont recherchées, mais les disponibilités se révèlent limitées. L'arrivée des réformes sur les marchés en fin d'année infléchit la tendance haussière des cotations mixte O et lait P alors que la progression des prix perdure pour les catégories viande les mieux conformées.

La suspension temporaire de l'export de bovins liée aux cas de DNC perturbe certains flux et marchés. Le manque d'**animaux maigres** et la demande nationale pour l'engraissement pénalisent les volumes exportés. La dynamique nettement haussière des cotations s'estompe en fin d'année pour les jeunes veaux et les broutards, mais

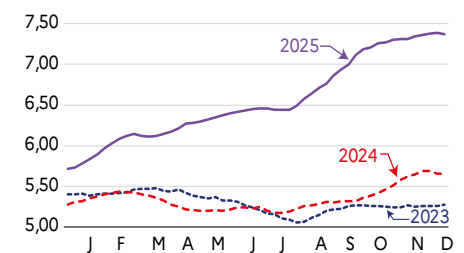
pas pour les jeunes bovins. Les **veaux de boucherie** manquent également, suite au recul des naissances et à l'effondrement de la production néerlandaise.

Le repli des abattages de bovins est finalement marqué en Pays de la Loire (-10,2 % sur un an contre -2,6 % en France métropolitaine) malgré des poids moyens élevés. Le manque d'offre et les prix majorés en magasins freinent la consommation. Dans ce contexte, les importations de viandes bovines déclinent légèrement alors que les exportations bénéficient d'un marché européen porteur.

En **production ovine**, la FCO contribue à limiter la production. Les abattages régionaux d'ovins, désormais très limités, chutent fortement en 2025. Après les fêtes pascales, la faible demande pèse nettement sur les cotations qui passent sous les valeurs 2024 au cours de l'été. La consommation de viande ovine recule (habitudes de consommation et prix élevés à la consommation). Dès la mi-octobre, la perspective des fêtes de fin d'année et le reflux saisonnier des abattages raffermissent les cours.

Graphique 2 : le cours moyen du jeune bovin catégorie R bat un nouveau record en 2025 (6,55 €/kg, +23 % sur un an et 41 % au-dessus de la moyenne quinquennale)

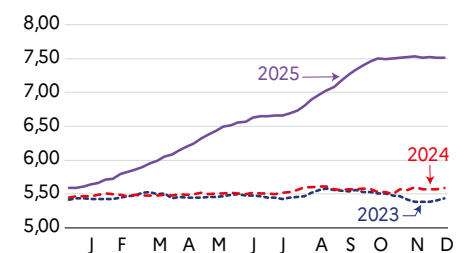
Cotation Grand Ouest entrée abattoir en €/Kg net



Source : FranceAgrimer

Graphique 3 : à 6,62 €/kg, le cours moyen 2025 de la vache viande catégorie R atteint un niveau historique (+20 % par rapport à 2024)

Cotation Grand Ouest entrée abattoir en €/Kg net



Source : FranceAgrimer

Lait : deux marchés divergents mais des prix convergents

Le cheptel ligérien peine à retrouver son niveau de productivité au 1^{er} trimestre après l'épidémie de FCO. Les volumes insuffisants, en Pays de la Loire et aux niveaux national, européen et mondial, combinés à une tension sur la matière grasse laitière et à une consommation intérieure soutenue alimentent la hausse du prix du **lait de vache**. À partir du printemps, les conditions climatiques favorables, l'excellente qualité des fourrages de 2025, la bonne gestion des troupeaux lors des canicules, le prix plus abordable de l'aliment et le maintien des vaches dans les exploitations dynamisent la production régionale, éclipçant l'éventuel impact de la FCO

en circulation dans l'Ouest du pays au 2nd semestre. La collecte ligérienne se redresse ainsi de **1,4 % sur un an (+ 1,9 % en France)**. Le prix du lait poursuit son embellie (**+ 5,6 % sur un an**) malgré un recul en fin d'année corrélé à la reprise de la collecte mondiale (**+ 2,3 %**) mais aussi européenne (**+ 2 %**), ainsi qu'à la chute des prix du beurre et de la poudre maigre. La filière biologique, davantage dépendante des fourrages, souffre d'un manque d'herbe en été, d'un recours restreint aux concentrés, dont le coût est élevé, et du repli plus marqué du nombre de livreurs. Malgré un rebond des livraisons à partir de l'automne, la production de lait biologique se

contracte de **2 %** sur un an. Le prix du lait biologique reste bien orienté (**+ 4,3 %**) bien que l'écart se réduise par rapport au lait conventionnel.

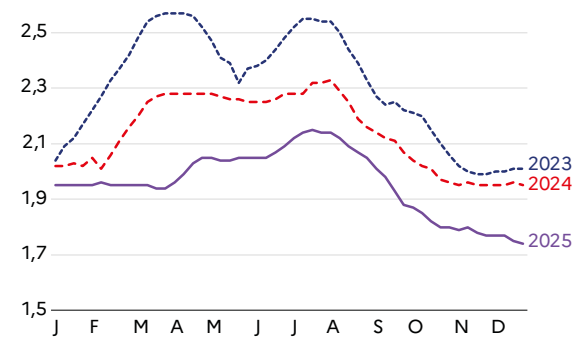
Le 1^{er} trimestre en **lait de chèvre** est également marqué par une offre réduite liée aux fourrages 2024, peu lactogènes. À partir du printemps, la collecte repart et compense le fort déficit du début d'année, sous l'effet d'une météo moins humide, plus ensoleillée et de fourrages 2025 de meilleure qualité, permettant un bilan stable **sur un an (+ 0,4 % contre + 0,5 % en France)** avec un prix moyen annuel ferme (**+ 0,5 %**).

Porc : un marché français résilient face aux turbulences européennes

Au 1^{er} semestre, le marché français est équilibré comparé à ses voisins nord-européens dont les cotations chutent sous l'effet de disponibilités excédentaires et de besoins limités. Au printemps, le repli saisonnier de l'offre combiné à une reprise de la demande, particulièrement en Espagne en lien avec la baisse de son cheptel reproducteur, dynamise les marchés européens et leurs cours. Les cotations françaises, jusqu'alors reconduites, suivent ce rebond plus modérément et en-deçà des valeurs élevées de 2024. À partir du mois d'août, les prix européens décrochent dans un marché congestionné par la hausse saisonnière de la production, une demande intérieure faible et des exportations entravées par un euro fort, l'émergence de la peste porcine en Espagne et les droits de douane chinois qui tarissent un débouché majeur. Les prix "porc français" emboîtent le pas avant de se stabiliser à l'approche des fêtes de fin d'année dans un marché plus calme. Ainsi, le cours moyen annuel (1,96 €/kg), en-deçà des hauts niveaux de 2024 (**- 9,4 %**) et de 2023 (**- 16,2 %**) effleure la moyenne quinquennale (**+ 1,9 %**). Malgré une détente des coûts d'alimentation, le prix érodé du porc fragilise la marge des éleveurs. À l'inverse d'une tendance nationale stable (**+ 0,6 % sur un an**), la production ligérienne de porc (en tec) fléchit de **0,4 %**. Le solde commerce extérieur se dégrade en volume et en valeur, résultat d'importations croissantes et d'exportations déficitaires.

Graphique 4 : à 1,96 €/kg en 2025, le cours moyen se rapproche de celui de 2022 (1,94 €/kg), loin des embellies de 2023 et 2024

Cotation Porc classe S (TMP>=60%) Centre-Ouest (Nantes) en €/Kg net



Source : FranceAgrimer

Volailles : dynamisme confirmé pour les poulets et les œufs ; le canard à rôtir en difficulté persistante

La **filière avicole** conserve sa vitalité retrouvée en 2024. Face à une consommation soutenue, la production ligérienne de volailles de chair progresse **sur un an** tirée par les poulets (**+ 5,1 %**) et les dindes (**+ 10 %**) grâce aux mises en place accrues de poussins et dindonneaux. Conséquence d'une pénurie de canetons, les abattages totaux de canards se replient de **17,1 %**. La filière canard présente une dualité entre un marché du foie gras dynamique, tirée par la demande et un secteur du canard à rôtir en difficulté, dont les ventes peinent à se rétablir depuis

l'épidémie de grippe aviaire de 2022. Ce dernier souffre d'un désintérêt du consommateur français davantage tourné vers d'autres volailles ou d'autres protéines moins chères. En moyenne annuelle, les charges dans les élevages spécialisés en volailles se contractent pour un prix à la production des volailles similaire à celui de 2024. Le déficit des échanges extérieurs de viandes de volailles s'accroît avec une hausse notable des importations en volume et en valeur.

À la faveur de mises en place régulières de poulettes de ponte, la production

française d'**œufs de consommation** dépasse celle de 2024 (**+ 0,8 %**). En raison d'un cheptel de poules pondeuses qui n'est pas totalement reconstitué et des besoins toujours importants, les cours moyens des œufs en France bondissent de **30 %** en un an. Les achats des ménages s'intensifient, attirés par un prix de l'œuf plus abordable comparé aux autres sources de protéines animales.

Dans la **filière cunicole**, les abattages régionaux reculent de **13 %** avec un cours moyen annuel à la production revalorisé et une consommation en retrait.

www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : rise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Annick Baille
Directeur de publication : Arnaud Gontan
Rédactrice en chef : Hélène Guillard
Rédaction - composition : Isabelle Laurens
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2026